



Construire une économie démocratique, sociale, écologique et solidaire

Cinq années d'existence ont permis à Attac de faire connaître et de diffuser ses analyses critiques de la mondialisation néo libérale. Mais notre mouvement, présent dans tous les lieux et manifestations où s'affirme l'idée qu'« un autre monde est possible », a aussi appris à présenter des alternatives concrètes et cohérentes. La mise en place par le conseil d'administration, d'une commission nationale Développement durable, solidarité internationale, économie sociale et solidaire qui prépare ses décisions et s'inscrit dans ce cadre.

Attac est née, voilà plus de cinq ans, du refus de la dictature des marchés sur tous les aspects de la vie des sociétés, et de la volonté de reconquérir les espaces abandonnés par la démocratie au seul bénéfice de la sphère financière et des transnationales. Dans sa démarche, l'association combine l'analyse critique et l'action au service de propositions alternatives.

Postuler qu'il est possible de tracer des alternatives à la mondialisation néo libérale, suppose de clarifier ce qui est inacceptable dans l'actuel mode de développement. Quels sont donc les principaux reproches qu'on peut lui adresser ?

- Il porte à un niveau rarement atteint les inégalités, aussi bien entre les pays du Nord et ceux du Sud qu'entre classes sociales et entre hommes et femmes à l'intérieur même des pays.

- Il met en péril l'équilibre écologique de la planète et de la biosphère, détruisant ou raréfiant les ressources naturelles, multipliant les sources de pollution majeures, perturbant les climats et portant gravement atteinte à la biodiversité.

- Il tend à marchandiser l'ensemble des aspects de la vie humaine et porte atteinte à ce qui devrait constituer des biens communs de l'humanité : l'eau et le climat, par exemple, mais aussi le génome ou les connaissances.

- Il valorise les seules activités marchandes et monétaires, négligeant de ce fait toutes les autres richesses, comme celles, par exemple, qui contribuent à tisser du lien social, à améliorer et transmettre des savoirs ou à préserver l'environnement.

De la régulation aux alternatives

Face à ces périls, la régulation de l'économie de marché et la suppression de la finance spéculative apparaissent comme la première réponse pertinente et nécessaire. C'est la raison pour laquelle Attac s'est engagée, depuis sa création, pour la taxation de la spéculation financière, la disparition des paradis fiscaux, bancaires et judiciaires, l'annulation de la dette publique du tiers-monde...

Mais cela ne saurait suffire. Au vu de l'ampleur des disparités d'accès au bien-être entre ceux qui vivent dans l'aisance (un douzième de la population mondiale) et le reste de l'humanité (confronté à la misère, la faim, l'analphabétisme, la maladie), compte tenu, par ailleurs, des déséquilibres environnementaux grandissants, inhérents à une croissance ressemblant à une fuite en avant suicidaire, il

est indispensable et urgent de changer radicalement de regard, de valeurs, de pratiques... Attac a donc aussi vocation à remettre en cause les mécanismes qui sous-tendent l'économie mondiale et à proposer des alternatives à cette logique dominante : quel(s) modèle(s) de développement imaginer pour réduire les inégalités dans le monde et faire émerger la solidarité internationale, tout en préservant les ressources planétaires dans un souci d'équité au présent et de solidarité avec les générations futures ?

Dans cette quête de modèles alternatifs, nous pouvons nous appuyer sur la myriade d'initiatives qui existent déjà et dessinent les voies d'une économie démocratique, écologique et solidaire. Trois pistes se dessinent pour tracer une rupture, claire mais réaliste, d'avec le mode de développement actuel.

Les priorités de la commission d'Attac

La commission Développement durable, solidarité internationale, économie sociale et solidaire d'Attac a cinq priorités :

1.- Proposer au Bureau et au conseil d'administration des campagnes sur ses thématiques.

Ces campagnes devront toucher à la fois le niveau local (pour pousser à l'engagement des militants et des groupes), le niveau national (pour interpeller les politiques publiques) et le niveau international (pour ouvrir le débat à l'échelle mondiale et incarner une solidarité de fait avec les pays du Sud).

2.- Poursuivre la réflexion sur ces questions, en relation étroite avec le conseil scientifique.

Il s'agira notamment de voir comment ces pratiques et réflexions « alternatives » s'inscrivent dans le combat politique d'Attac en termes de propositions macro-économiques.

3.- Promouvoir des pratiques et en favoriser la transmission.

L'enjeu est d'éviter l'isolement et le repli sur soi, mais aussi, grâce à l'information et au partage d'expériences, de renforcer l'impact social et économique de ces pratiques à l'échelle du monde.

4.- Faciliter l'engagement des militants et comités locaux d'Attac dans de nouvelles formes d'économie et de solidarité.

La commission commencera, de ce point de vue, à recenser les initiatives prises par les comités et les fera connaître.

5.- Contribuer à la formation des acteurs du mouvement Attac sur ces thèmes.

Le premier souci sera d'intégrer cette dimension dans les formations des formateurs du mouvement.

* Le texte complet de la plate-forme de la commission Développement durable, solidarité internationale, économie sociale et solidaire est disponible sur le site d'Attac.

Construire une économie démocratique, sociale, écologique et solidaire

Diversifier les modes d'organisation économique

La première part du constat qu'il existe d'autres manières de « faire économie » que la seule forme marchande et monétaire. Voilà un siècle, l'essor des coopératives et des mutuelles a constitué une première réponse au besoin d'incarner les valeurs de démocratie et de solidarité au cœur de l'économie. Depuis vingt ans, l'émergence des diverses formes d'économie solidaire tente de répondre à des besoins sociaux que le marché ne peut satisfaire. Fertiles dans les pays du Sud comme dans ceux du Nord, les coopératives, associations ou mutuelles appartiennent à l'ensemble de leurs membres et sont dotées de statuts démocratiques (selon le principe « une personne = une voix »). Ces formes d'organisation prouvent qu'économie ne rime pas fatalement avec exploitation, spéculation, licenciements... Leurs activités, qui s'inscrivent dans des territoires, ne privilégient pas la logique financière. Elles contribuent à des réappropriations citoyennes, du local au global. Bref, elles démontrent concrètement qu'une autre économie est possible, fondée sur les besoins humains et non sur le primat du profit. Cette économie-là pourrait jouer un rôle majeur dans la transformation sociale et politique qu'il est urgent d'opérer.

Ce n'est pas un hasard si l'actuel gouvernement s'attaque frontalement, dans la foulée du Medef, à ce secteur de l'économie sociale et solidaire, comme aux services publics. Pour ces adeptes du néo libéralisme, il convient de séparer nettement ce qui, à leurs yeux, ressort de l'économie – laquelle ne peut être que marchande – de ce qui relève de l'action caritative. La mise en place de dispositifs législatifs et fiscaux spécifiques, ainsi que les règles d'attribution des marchés publics constituent déjà autant d'enjeux concrets pour la construction et la reconnaissance d'une économie sociale et solidaire.

Chiffres clés

- Le rapport des revenus par habitant entre le pays le plus riche et le pays le plus pauvre du monde est passé de 3 en 1820, à 11 en 1913, 35 en 1973 et 72 en 1992. Aujourd'hui, le revenu des 20 % les plus riches de la planète est 82 fois plus élevé que celui des 20 % les plus pauvres.
- En 1998, les trois fortunes les plus élevées du monde dépassaient le PIB des 600 millions d'habitants vivant dans les 48 pays les plus pauvres.
- 5% des dépenses mondiales d'armement ou 4 % des richesses accumulées par les 225 plus grandes fortunes du monde suffiraient pour résoudre tous les besoins élémentaires de l'humanité (eau potable, accès aux soins, enseignement primaire, vaccination des enfants, élimination des cas de malnutrition grave, planning familial...).
- Chaque année, dans le monde, 3 millions de personnes meurent des suites de la pollution atmosphérique et 5 millions de maladies provoquées par la contamination des eaux.
- L'Afrique produit 15 % de l'énergie mondiale, et n'en consomme que 3 %.
- 20 % de la population mondiale consomme 80 % des ressources naturelles et énergétiques.
- Pour enrayer le réchauffement de la planète, il faudrait une réduction immédiate de 70 % de l'émission de gaz à effet de serre (le protocole de Kyoto ne prévoyait que 5 %, d'ici 2010 et pour les seuls pays « développés »).

Promouvoir les finances solidaires

La finance, qui s'affranchit de l'essentiel des contraintes sociales, environnementales et territoriales, méconnaît et détruit de larges pans de la société, de l'économie et du territoire. Ce processus de polarisation, déjà très sensible dans des pays comme la France, prend des proportions proprement catastrophiques dans les régions et les pays du Sud. La dénonciation de cette dictature est l'un des piliers fondateurs d'Attac.

Dans le même temps et dans le même état d'esprit, Attac ne peut que soutenir les initiatives de ceux qui conçoivent et mettent en œuvre une autre finance ; une finance qui, par exemple, favorise et soutient des actions économiques contribuant à la réinsertion de personnes, au développement de territoires en difficulté ou à l'évolution des modes de production ou de consommation pour les rendre respectueux des exigences du développement durable.

Ce « retournement » de la finance vers les territoires marginalisés et vers les acteurs sociaux et économiques abandonnés ne suffira pas à changer le monde ; il doit être associé à une action qui s'efforce d'introduire au cœur de l'économie le respect des droits humains et environnementaux. D'ailleurs, de nombreux acteurs de la finance solidaire conçoivent leurs actions comme partie d'une stratégie politique.

Cette reconnaissance s'inscrit, aux côtés du combat pour la défense et l'amélioration des services publics, dans le cadre de la construction d'une économie réellement « plurielle », c'est-à-dire reconnaissant comme légitimes différents modes d'organisation économique : économie marchande, économie publique, économie sociale et solidaire...

Promouvoir le développement durable

Le développement durable constitue une autre voie alternative. Car le mode de développement actuel mène à l'épuisement des ressources naturelles et fait courir des dangers grandissants à l'humanité. Au sein des pays riches, la multiplication des risques industriels et sanitaires liés à l'absence de précautions et au démantèlement des régulations publiques rend encore plus probables les catastrophes du type *Erika*, AZF et autres vaches folles...

Au sein des pays pauvres, les plus démunis sont les premiers à pâtir de la détérioration de l'environnement. La recherche d'une croissance économique n'a de sens que si celle-ci conduit à un mieux-être de tous les humains et si elle préserve les chances de nos descendants. N'importe quelle croissance n'est pas souhaitable. Celle qui garantit des emplois de qualité et la préservation des écosystèmes doit être privilégiée ; en revanche, la croissance capitaliste, qui précarise et dévaste, doit être abandonnée.

C'est dans ce sens que s'inscrit la revendication que l'eau, bien commun de l'humanité, soit exclue des négociations de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Attac s'est aussi prononcée pour la sortie d'une agriculture productiviste. De même, les attaques contre la biodiversité, les manipulations génétiques, les OGM ou les brevets sur le vivant doivent être dénoncés.

« *Lorsqu'en produisant, le système productif s'autodétruit – en détruisant le milieu naturel qui le porte comme il porte toute vie –, apparaît la question des comportements permettant d'assurer un développement durable* », souligne

Construire une économie démocratique, sociale, écologique et solidaire

René Passet. Pour remettre l'économie au service des fondamentaux écologiques et sociaux, il convient de sortir d'un économisme hérité du capitalisme, mais qui continue d'imprégner fortement nos pensées et nos actes. A ce titre, la marche vers un mode de développement respectueux des contraintes sociales et environnementales est aussi l'affaire de chaque citoyen à travers l'évolution de ses propres comportements (en tant que producteur, consommateur, etc.).

Mettre en place une solidarité internationale

Face aux inégalités scandaleuses entre le Sud et le Nord, la solidarité internationale représente le troisième volet. Les démarches de commerce équitable – qui accordent aux producteurs du Sud des conditions de travail et d'existence bien supérieures à celles imposées par le commerce capitaliste – témoignent de cette volonté. Plus globalement, la construction d'un monde solidaire suppose de remanier les règles du jeu international (en commençant par réformer radicalement les institutions financières internationales) et de mettre en place les premiers éléments d'une démocratie mondiale (afin de fournir un contrepoint politique à l'économie mondialisée). D'ores et déjà, la mise en place d'une taxe internationale sur les transactions financières permettrait de résorber les questions de la faim, de la santé et de l'éducation à l'échelle de l'ensemble de la planète.

Un accord Attac-Unitrabalho-Finansol

Le réseau Unitrabalho comprend 86 universités brésiliennes qui travaillent en liaison étroite avec les organisations syndicales et populaires, principalement la Centrale unique des travailleurs (CUT), sur toutes questions concernant le travail et les travailleurs : formes et droits du travail, médecine du travail, économies, finances et commerce sociaux et solidaires, dévolution des pouvoirs au sein de l'entreprise et formes d'autogestion.

Attac a signé avec Unitrabalho (et avec Finansol, qui fédère en France les acteurs de la finance solidaire) un accord de coopération pour multiplier les échanges, particulièrement dans les domaines qui touchent au développement de l'économie solidaire. Cette signature intervient à un moment où les perspectives d'expérimentation sociale se développent au Brésil alors qu'elles se réduisent dangereusement en France.

Attac a accueilli une première mission brésilienne en mai 2002. L'occasion de favoriser des contacts entre les partenaires brésiliens et certaines équipes françaises (à Lille, Toulouse, Grenoble et Paris). Un programme d'échanges est en cours.

La dimension internationale du mouvement Attac (présent aujourd'hui dans plus de 50 pays) constitue un atout considérable dans cette stratégie : elle doit permettre d'intégrer à la lutte contre la mondialisation néo libérale et à l'élaboration d'alternatives des forces qui n'avaient pas trouvé jusque-là de cadre approprié à leur désir de penser et d'agir ensemble.

Alternatives concrètes et combat politique

De nombreuses pratiques existent donc déjà qui incarnent ce que pourrait être une approche démocratique, éco-

Les femmes, actrices de la transformation sociale

Les femmes ne sont évidemment pas porteuses d'un gène spécifique d'économie solidaire. Si elles se trouvent majoritaires dans les structures de cette économie alternative, c'est sans doute tout simplement parce qu'elles sont exclues de la scène traditionnelle où règnent les acteurs et les héros de la finance, de la propriété des terres, de la bourse, de la spéculation... La mondialisation libérale ne faisant qu'accroître la misère, les femmes sont de plus en plus exclues de l'emploi salarié au Nord (elles composent les grands bastions du travail partiel et précaire en Europe), comme de l'agriculture, de la pêche ou du commerce au Sud.

Portant la responsabilité de la survie quotidienne des familles, elles sont confrontées à toujours imaginer des solutions nouvelles. Ainsi, développent-elles des initiatives collectives fondées sur des valeurs et des pratiques de solidarité, d'échanges équitables, et d'égalité. En même temps qu'elles sont amenées à professionnaliser des savoir-faire considérés comme des gestes traditionnellement féminins, elles mutualisent leurs moyens, souvent faibles, et leurs connaissances. Elles se projettent dans l'économie pour répondre d'abord à des besoins sociaux. A l'opposé de la pensée dominante qui valorise l'individualisme et la réussite personnelle, elles entreprennent sur leur territoire pour acquérir un revenu, mais aussi pour échapper à la spirale de la violence sociale et conjugale. Ce faisant, elles se libèrent du carcan de la domination masculine et recouvrent leur dignité. Mutuelles d'épargne, coopératives, associations ou organisation informelle : leurs modes d'organisation, de production et de distribution remettent en cause l'ordre libéral et l'ordre patriarcal. Fortes de ces pratiques nouvelles qui leur permettent de rompre avec l'isolement familial, nombreuses sont celles qui conceptualisent leurs expériences et analysent leurs échecs et réussites. Elles s'inscrivent ainsi dans le champ de la transformation sociale et du politique. Ici et là-bas, et maintenant.

logique et solidaire de l'économie. Mais elles restent dispersées, insuffisamment connues et valorisées, dans l'ignorance mutuelle les unes des autres. De plus, les questions du développement durable, de la solidarité internationale et de l'économie sociale et solidaire sont généralement traitées séparément et portées par des acteurs différents. Le premier souci de la commission d'Attac – et c'est son originalité – est de les aborder transversalement, car chacun de ces domaines n'a de perspective de débouchés politiques qu'en interaction avec les autres.

Par le passé déjà, de nombreuses alternatives ont vu le jour, depuis les communautés villageoises de base jusqu'aux phalanstères. Si elles n'ont pas modifié fondamentalement les rapports de pouvoir et d'exploitation entre le capital et le travail, elles ont néanmoins permis à leurs acteurs de retrouver leur dignité, d'acquérir des connaissances, de faire la preuve qu'il est possible de faire autrement, de prendre conscience que rien ne peut changer sans luttes et rapports de forces.

Historiquement, en Europe, le développement de ces alternatives correspond toujours à des mutations ou à des révoltes politiques (1840, 1870, 1968...). Il en est de même avec la contestation actuelle de la mondialisation libérale, dont on constate les effets dévastateurs pour la plus grande partie de la population mondiale.

Construire une économie démocratique, sociale, écologique et solidaire

Les alternatives concrètes aujourd'hui existantes ont en commun le but de permettre aux femmes et aux hommes de se réapproprier la possibilité de faire de l'économie autrement, de participer au développement et au fonctionnement de leurs activités communes, et ainsi de maîtriser leur devenir. Elles mettent en avant le respect des personnes, la préservation de l'environnement et des ressources naturelles, une juste répartition des richesses et de l'accès au bien-être.

La contrainte économique de ces alternatives, soumises au « marché qui régule », pèse sur leur durée de vie et leur capacité de résistance. Et si elles sont généralement tolérées, elles sont aussi combattues par le capitalisme de multiples façons. Ainsi, le mérite individuel est sacralisé aux dépens de tout ce qui peut avoir un caractère collectif. De même, le désir de consommation, légitime, peut entraîner vers certaines dérives. Lorsqu'elles arrivent à émerger, ces alternatives souffrent souvent d'un repli sur

elles-mêmes et de l'unique souci de leur développement économique, en oubliant le nécessaire et permanent combat politique que requiert le fait de faire autrement, d'être différent. Les initiatives les plus radicales qui voient le jour dans des pays où la misère est grandissante ont bien intégré la nécessité de combattre politiquement pour imposer leur existence et leur droit à s'opposer au système dominant, comme par exemple au Brésil ou en Argentine. Lorsque cette donnée disparaît peu ou prou, les initiatives alternatives économiques finissent par se faire asservir ou digérer par l'économie capitaliste.

Sans taire les contradictions et les limites de ces initiatives, Attac entend s'approprier ces débats et devenir un lieu d'échange, de convergence et de construction collective. Ces pratiques et réflexions, reliées au combat politique d'Attac, pourront ainsi générer de nouveaux modèles alternatifs.

Développement durable et démocratie

« Comment promettre un développement durable au moment où une contre-révolution opportuniste ruine un siècle de conquêtes sur la bêtise, l'exploitation et la misère ? Nous ne voulons pas de ce déguisement des marchés par le développement durable, c'est un autre monde que nous voulons, construit sur l'épanouissement des humains dans leur équilibre avec la planète » : c'est ainsi que s'est exprimé Jacques Testart, dans une tribune de *Libération*, en mai dernier, au lendemain de sa démission de la présidence de la Commission française du développement durable.

Depuis sa nomination à la tête de la CFDD, Jacques Testart avait choisi de privilégier la mise en œuvre de « conférences de citoyens » : une méthodologie qui consiste à tirer au sort un groupe de citoyens, à les former sur un thème donné, à les inciter à réfléchir en commun et à élaborer des propositions à l'intention des pouvoirs publics. Tout occupé à bâtir son propre dispositif de développement durable, le gouvernement Raffarin a refusé à Jacques Testart les financements nécessaires pour poursuivre ces expériences (1). Ce qui a naturellement, conduit, l'intéressé, suivi par la majorité des membres de la commission, à démissionner.

Ce n'est pas un hasard si la première rupture entre gouvernement et représentants de la « société civile » sur ce thème du développement durable s'opère sur la question démocratique. Distiller une dose d'écologie et de social dans la croissance productiviste, les tenants du capitalisme néo libéral – en partie parce qu'ils y sont obligés – sont prêts à le concéder. Mais remettre entre les mains des citoyens les grands choix sur le développement technologique et économique, pas question !

(1) Une nouvelle conférence de citoyens, sur les aides à l'agriculture, devait se dérouler dans trois pays : l'un du Nord, l'autre du Sud, et le dernier de l'Est.

Reconnaître la diversité des formes de développement

La croissance et le développement sont-ils purement et simplement assimilables ? Pour certains, ces deux termes désignent deux conceptions opposées des réalisations de l'activité humaine. La croissance ne connaît que le quantitatif, qu'elle mesure par l'augmentation du produit intérieur brut (PIB), totalement inapte à refléter l'amélioration effective du bien-être et sa répartition. C'est ce qu'au contraire le terme de développement désigne en cherchant à intégrer les aspects qualitatifs. Ils estiment en outre que la qualification de « durable » accentue encore cette opposition en impliquant des changements radicaux des modes de production et de consommation.

Pour d'autres, ces notions ne peuvent être dissociées. A leurs yeux, le modèle de développement occidental de production et de consommation de masse, précurseur de la mondialisation libérale, prend appui sur la science, la technologie, l'industrie et le capitalisme. Le développement, considéré comme vecteur du progrès humain, tend aussi à l'occidentalisation et l'uniformisation du monde. Or ce système ne peut perdurer du fait du creusement des inégalités et de l'accroissement de la misère qu'il engendre, ni se propager en raison de l'empreinte écologique déjà insupportable pour la planète. Selon ces critiques du développement occidental, l'enjeu actuel serait d'adopter des organisations moins prégnantes sur l'environnement, permettant la satisfaction des besoins fondamentaux de tous, plus épanouissantes, équitables et solidaires. Mais aussi de remobiliser des ressources aujourd'hui marginalisées par un « développement » qui détruit inexorablement les façons de vivre traditionnelles.

Le débat sur ces questions est aujourd'hui engagé au sein d'Attac. Le conseil scientifique a notamment créé un groupe de travail qui a déjà rédigé un premier texte, soumis à l'enrichissement et à la discussion, sur cette question du développement.

Attention, faux amis !

Le concept de développement durable, né d'une contestation de la croissance capitaliste productiviste, est aujourd'hui récupéré par la droite comme par les multinationales les plus polluées et prédatrices. Rappelons qu'il désigne « le choix d'un modèle de production, de consommation et de répartition qui permette à tous les êtres humains de vivre décemment, tout en respectant l'environnement et les écosystèmes dont, directement ou indirectement, dépend l'humanité, et ce sans compromettre la satisfaction des besoins de générations à venir ».

Trois critères semblent discriminants pour faire le tri entre les pratiques authentiques et les préoccupations de pur marketing :

- la prise en compte d'un principe de solidarité et d'équité internationale (entre les pays du Nord et ceux du Sud) ;
- la reconnaissance effective des trois piliers du développement durable (et notamment du volet "social", parfois purement et simplement assujéti à l'économie) ;
- le caractère démocratique et de renforcement de la citoyenneté donné aux processus engagés.